

20 L'ÉVÉNEMENT

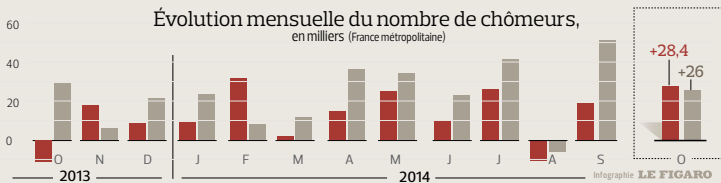
3,724 millions

d'inscrits en catégorie A à Pôle emploi, en France entière, à fin octobre. Et près de 5,5 millions si on intègre les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C).

■ Catégorie A*
■ Catégories A,B,E,C*

*Catégorie A: chômeurs sans aucun emploi;
Catégorie B: demandeurs d'emploi ayant travaillé 78 heures ou moins au cours du mois;
Catégorie C: demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de 78 heures.

Sources: Pôle emploi, Dares



Le chômage atteint fin octobre un nouveau record en France

28 400 nouveaux demandeurs d'emploi se sont inscrits le mois dernier en catégorie A à Pôle emploi.

CHRISTINE LAGOUTTE @clagoutte

EMPLOI. Elle est bien loin, la petite accalmie du mois d'août sur le front du chômage en France (-11 000 inscrits en catégorie A). Car depuis, la courbe n'a eu de cesse de repartir à la hausse et ce ne sont pas les chiffres d'octobre qui vont l'inverser. Au contraire. Selon les chiffres publiés par Pôle emploi, 28 400 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs de catégorie A (sans activité) le mois dernier. C'est encore un nouveau record qui est franchi, avec plus de 3,46 millions de personnes pointant en catégorie A à Pôle emploi en France métropolitaine (et plus de 3,72 millions départements d'outre-mer compris). Sur un an, la hausse atteint 5,5 %.

En ajoutant les demandeurs d'emploi en activité réduite, on arrive à un chiffre total de 5,14 millions d'inscrits en catégories A, B et C, soit 26 000 de plus en un mois. Le rythme de croissance s'est toutefois réduit de moitié sur la période à cause d'une baisse des inscrits dans la catégorie activité réduite courte (c'est-à-dire ceux ayant un emploi de 78 heures ou moins pendant le mois).

C'est bien la seule petite « bonne nouvelle » qu'ait repérée François Rebsamen, le ministre du Travail. Car, pour le reste, tous les indicateurs sont dans le rouge. Le chômage des jeunes, malgré les emplois d'avenir et autres garanties jeunes, poursuit

inexorablement sa marche en avant après sa courte embellie du printemps 2013 : les moins de 25 ans en catégorie A sont désormais 543 200 et plus de 783 700 en A, B et C. Du jamais vu dans l'Hexagone.

Même constat d'échec pour les seniors, malgré les nouvelles mesures annoncées en juin : sur un mois, le chômage des plus de 50 ans en catégorie A a encore progressé pour atteindre 808 600, en hausse de plus de 11 % sur un an. En additionnant toutes les catégories, les seniors sont désormais plus de 1,14 million à pointer à Pôle emploi. Un autre record. « Dans cette période de croissance faible, le maintien d'un effort élevé pour les emplois aidés est indispensable », a conclu François Rebsamen dans son communiqué mensuel.

Un bilan calamiteux

Parmi les motifs d'entrée à Pôle emploi, les inscriptions pour licenciement économique affichent une hausse de 6,4 % en un mois. C'est la plus forte progression depuis le début de l'année, avec celle de février (+7 %).

Le bilan de François Hollande reste donc calamiteux en matière d'emploi. Le président de l'« inversion de la courbe du chômage » ne peut toujours afficher que trois mois de baisse des demandeurs d'emploi depuis son arrivée à l'Élysée (en incluant, il est vrai, le bug SFR du mois d'août 2013, où 50 000 demandeurs en catégorie A avaient disparu à la suite d'une erreur informatique).



Les chiffres d'octobre constituent d'ailleurs le deuxième plus mauvais résultat de l'année en ce qui concerne la catégorie A, le record restant à ce jour celui de février (+31 500 inscrits). Pas étonnant dans ces conditions que le chômage de longue durée caracole à un niveau très élevé toutes catégories confondues : plus de 2,22 millions de personnes, alors que près de 684 000 personnes sont inscrites à Pôle emploi depuis plus de trois ans... Quant à l'ancienneté moyenne, elle grappille deux petits jours de plus (536 jours).

Plus bas niveau en Allemagne depuis 1990

Le marché du travail allemand, très solide, a connu une nouvelle amélioration en nombre en dépit d'une conjoncture poussoive. Le taux de chômage est ressorti à 6,6 % en données corrigées des variations saisonnières, le taux le plus bas depuis la réunification allemande. Le nombre de chômeurs a reculé en novembre

de 14 000, une baisse beaucoup plus forte que le recul de 1 000 anticipé par Dow Jones. En données brutes, le nombre de chômeurs chute même de 16 000 personnes. L'Allemagne comptait donc 2,72 millions de chômeurs fin novembre. Selon Eurostat, qui publie des données harmonisées différentes des chiffres nationaux, le chômage

allemand était même de 5 % en septembre, soit moins de la moitié du taux de chômage français et sous la moyenne de l'Union européenne, qui est de 10,1 %. Le président de l'Agence pour l'emploi, Frank-Jürgen Weise, s'est félicité d'un marché du travail qui « évolue favorablement malgré une croissance économique contenue ».

Comment le Royaume-Uni est revenu au quasi-plein-emploi

FLORENTIN COLLOMP @fcollomp
CORRESPONDANT À LONDRES

Contrairement à la France, où le nombre de demandeurs d'emploi est fortement reparti à la hausse, le chômage au Royaume-Uni atteint son plus bas niveau depuis fin 2008.

Il est repassé sous la barre des 2 millions de demandeurs d'emploi fin septembre, soit 529 000 de moins qu'un an plus tôt. Stable depuis un mois, à 6 %, le taux de chômage a régulièrement baissé depuis son pic à 8,3 % il y a trois ans. La Banque d'Angleterre prévoit 5,4 % fin 2015. La reprise depuis dix-huit mois a été créatrice d'emplois, de façon beaucoup plus soutenue que prévu.

« La réduction du chômage est le fruit de plusieurs facteurs combinés, explique Ian Brinkley, économiste à la Work Foundation de l'université de Lancaster. La reprise s'accompagne du développement d'un marché du travail extrêmement flexible, notamment sur le plan des salaires. Parallèlement, on a vu s'accroître l'exigence auprès des chômeurs et la mise en place de programmes d'aide au retour à l'emploi. » Le gouvernement Cameron a fait le choix très clair du travail, quel qu'il soit, plutôt qu'un traitement social du chômage comme dans l'Hexagone. « La France dépense 54 milliards d'euros par un



pour indemniser et accompagner le chômage, contre 11,3 en Grande-Bretagne. Soit cinq fois plus de dépenses pour des résultats 70 % moins bons. En Grande-Bretagne, tout est focalisé sur le workfare : l'idée qu'un petit job vaut mieux que pas de job du tout. On a le sentiment que, même si on débute avec un emploi sous-qualifié, il y a moyen de progresser. Le marché du travail fournit plus d'espoir qu'en France », souligne Philippe Chalton, directeur général du Cercle d'outre-Manche, un think-tank spécialisé dans l'étude des économies française et britannique. Ce choix politique a un revers : le développement de travailleurs pauvres dont les revenus ne suffisent pas à vivre et qui doivent recourir à des aides sociales.

Les chômeurs britanniques de longue durée doivent accepter un travail non rémunéré ou un stage s'ils veulent conserver leurs droits (à gauche, un Job Centre, l'équivalent d'une agence Pôle emploi ; à droite, un centre de distribution Argos). JESS HURD / REPORT DIGITAL-REA, JOE GIDDENS / PA PHOTOS / ABACA

« La baisse du chômage s'accompagne d'une dégradation de la qualité du travail vers une main-d'œuvre sous-qualifiée, sous-payée et précaire. Le nombre d'autoentrepreneurs ou de salariés travaillant pour des agences d'intérim, mis à disposition quotidienne des employeurs, a explosé et entraîné la plus forte augmentation de la pauvreté au travail depuis des décennies », dénonce Karen Jennings, du syndicat Unison. 4,5 millions de personnes, soit 15 % de la population active, sont des travailleurs indépendants, et 1,3 million d'autres, à temps partiel, souhaiteraient trouver un plein-temps. Particulièrement pervers, les « contrats zéro heure » concernent des salariés convoqués à la dernière minute

par les entreprises quand elles ont besoin d'eux, sans garantie minimum d'heures ou de revenus.

Faible indemnisation

« Les chômeurs ont l'obligation d'accepter tout emploi qui se présente, même à temps partiel. Cela réduit le nombre de chômeurs, mais ne résout pas le problème », critique Nick Ward, de l'association Friday People, qui aide les chômeurs dans leur recherche d'emploi. La faible indemnisation forfaitaire des demandeurs d'emploi ne leur laisse guère le choix. À 72 livres (92 euros) par semaine et 57 (73 euros) pour les moins de 25 ans, l'allocation-chômage seule ne permet pas de vivre. Dans les Job Centres, équivalents des agences Pôle emploi, la

pression est forte sur les chômeurs pour qu'ils ne restent pas longtemps sous ce régime. Ils doivent pointer tous les quinze jours ou toutes les semaines, voire, pour les catégories les plus vulnérables, tous les jours.

Zach Quirk, 25 ans, diplômé en sciences politiques d'une université londonienne, a pointé trois mois avant de renoncer de lui-même. « Je devais aller au Job Centre tous les jeudis montrer les recherches que j'avais effectuées pendant la semaine. On m'envoyait à des entretiens pour être vendeur chez B&Q (équivalent de Castorama, NDLR). C'était une perte de temps, j'ai préféré rechercher un job par moi-même. » Il a depuis trouvé un emploi dans une agence de publicité.

« L'objectif des Job Centres n'est pas d'aider les gens à trouver un travail, mais de les harceler pour les faire sortir des statistiques », dénonce Charles Law, du syndicat PCS. Ils doivent prouver qu'ils consacrent 35 heures par semaine à leur recherche. S'ils ne présentent pas les documents requis, ou pour un simple retard à un rendez-vous, ils peuvent être privés de droits pendant quatre semaines à trois ans. Les chômeurs de longue durée, eux, doivent accepter un travail non rémunéré ou un stage s'ils veulent conserver leurs droits. C'est la face cachée du succès de l'économie britannique. ■